



Séance ordinaire du jeudi 1 juin 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le premier juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Sébastien COTE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI

Ressources - Rapport d'activité 2022 de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC) - Approbation

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

La Commission de Contrôle des Comptes (CCC) a pour objet d'exercer un contrôle financier et comptable sur les comptes produits par les entreprises, organismes, liés à Montpellier Méditerranée Métropole par une convention financière comportant des règlements de comptes périodiques représentant plus de 70 000 € par an, et tenus de fournir à la Métropole des comptes détaillés de leurs opérations ; ce contrôle s'effectue plus particulièrement dans le cadre des délégations de service public (DSP), en application des articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Ce contrôle s'exerce ainsi sur les Rapports Annuels des Délégués (RAD) et sur les derniers comptes arrêtés transmis par les entreprises et organismes mentionnés à l'article L. 1411-3 du CGCT. Le Président de la CCC présente à son assemblée délibérante chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

La CCC est présidée par le représentant du Président de Montpellier Méditerranée Métropole, désigné par arrêté, Monsieur Jean-François AUDRIN, 15ème Vice-Président, délégué à l'administration générale, la commande publique et la gestion active et optimisée du patrimoine.

Par délibérations n°M2020-327 en date du 12 octobre 2020, n°M2021-579 en date du 23 novembre 2021 et n°M2022-526 en date du 6 décembre 2022, le Conseil de Métropole a désigné les membres de la commission suivants :

5 conseillers de Montpellier Méditerranée Métropole, membres titulaires :

- Mylène MIFSUD ;
- Zohra DIRHOUSI ;
- William ARS ;
- René REVOL ;
- Serge GUISEPPIN ;

5 conseillers de Montpellier Méditerranée Métropole, membres suppléants :

- Séverine SAINT-MARTIN ;
- Céline PINTARD ;
- Bruno PATERNOT ;
- Christian ASSAF.
- Bernard MODOT ;

Les services publics et les équipements de Montpellier Méditerranée Métropole délégués qui ont fait l'objet d'un examen par la CCC en 2022, au titre de l'année 2021, sont les suivants :

- Patinoire Végapolis ;
- Planet Ocean ;
- Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud, dont le parking du Corum en subdélégation ;
- Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- Service public des transports en commun urbains ;
- Service public de l'assainissement (3 contrats) ;
- Marché d'Intérêt National ;
- Parcs de stationnement "Foch-Préfecture /Marché aux fleurs" et "Arc de Triomphe" ;
- Parc de stationnement "Peyrou Pitot" ;
- Parcs de stationnement "Antigone" ;

- Parcs de stationnement "Comédie" ;
- Parc de stationnement "Europa" ;
- Parc de stationnement "Gambetta" ;
- Parc de stationnement "Nouveau Saint Roch" ;
- Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid ;
- Concession de gaz (24 contrats) ;
- Concession d'électricité (7 contrats) ;
- Unité de méthanisation Ametyst ;
- Plages de Villeneuve-lès-Maguelone (2 contrats).

Par délibération n°M2020-161 en date du 31 juillet 2020, le Conseil de Métropole a adopté le règlement intérieur de la Commission. L'organisation et la gestion des séances de la CCC sont conduites par le Service Contrôle et Pilotage des Partenariats Externes (Pôle Finances et Conseil en Gestion).

En 2022, la CCC s'est réunie le 19 septembre 2022, le 18 octobre 2022, le 2 décembre 2022 et le 5 décembre 2022, pour traiter les dossiers suivants :

Séance du 19/09/2022 :

- RAD 2021 relatif à la DSP Collecte et traitement des eaux usées relatifs à la station d'épuration Maera (2 contrats) ;
- RAD 2021 relatif à la DSP Collecte et traitement des eaux usées du Secteur Est-Ouest ;

Séance du 18/10/2022 :

- RAD 2021 relatif à la DSP Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- RAD 2021 relatif à la DSP Patinoire Végapolis ;
- RAD 2021 relatif à la DSP Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- RAD 2021 relatif à la DSP Traitement des déchets ménagers et assimilés par méthanisation Ametyst ;

Séance du 02/12/2022 :

- RAD 2021 relatif à la DSP Marché d'Intérêt National ;
- RAD 2021 relatif à la DSP Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) ;
- RAD 2021 relatif à la DSP Distribution d'Electricité (Enedis/EDF) (7 contrats) ;
- RAD 2021 relatif à la DSP Distribution de Gaz (24 contrats) ;

Séance du 05/12/2022 :

- RAD 2021 relatif à la DSP Planet Ocean Montpellier ;
- RAD 2021 relatif à la DSP Plages (2 contrats) ;
- RAD 2021 relatif à la DSP Services de transports urbains ;
- RAD 2021 relatif à la DSP Stationnement en ouvrages Parkings (9 parkings - 7 contrats).

Dans le cadre de l'ensemble de ces séances, la commission a rendu un avis favorable sur l'examen des RAD et des comptes 2021 analysés.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue des séances de la CCC, les rapports annuels des délégataires portant sur les contrats de DSP ont également fait l'objet d'un examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, qui est présidée par Madame Michelle CASSAR et composée paritairement d'élus du Conseil de Métropole et d'associations d'usagers, pour l'examen des RAD et des comptes 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte des travaux de la Commission de Contrôle des Comptes de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 14/06/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 juin 2023
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20230601-230811-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 14/06/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.